



**Conseil économique
et social**

Distr.
GÉNÉRALE

E/1994/54
7 juin 1994
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Session de fond de 1994
New York, 27 juin-29 juillet 1994
Point 7 de l'ordre du jour provisoire*

COOPÉRATION RÉGIONALE DANS LES DOMAINES ÉCONOMIQUE ET SOCIAL
ET LES DOMAINES CONNEXES

Résumé de l'étude des conditions économiques et sociales
en Afrique, 1993-1994

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
I. SITUATION GÉNÉRALE	1 - 5	2
II. SITUATION DES SOUS-RÉGIONS	6 - 12	4
III. PRINCIPAUX SECTEURS	13 - 18	7
IV. SITUATION SOCIALE	19 - 22	9
V. SECTEUR EXTÉRIEUR	23 - 25	10
VI. PERSPECTIVES POUR 1994	26	12

* E/1994/100.

I. SITUATION GÉNÉRALE

1. Comme les années précédentes, la situation économique en Afrique demeure précaire et préoccupante. La production agricole n'a, dans l'ensemble, augmenté que de 1 % en 1993, alors qu'elle avait pratiquement stagné en 1992. Ceci laisse à penser que le déclin presque ininterrompu du revenu par habitant, qui a caractérisé les années 90, s'est poursuivi encore durant la nouvelle décennie. La détérioration générale des conditions économiques s'observe dans la plupart des régions du continent. D'autres indicateurs tels que le taux d'inflation, les termes de l'échange, la situation des paiements et la position débitrice confirment cette tendance. Le fait que l'on attende toujours une reprise de l'économie régionale nous rappelle que les faiblesses structurelles et les vulnérabilités extrêmes aux chocs extérieurs, causes des crises africaines, sont toujours bien présentes. À la différence des années précédentes, la production agricole a enregistré une croissance modeste, mais cela s'est avéré insuffisant pour contrebalancer les effets directs et indirects de la baisse de la production minière, de la chute brutale des cours des produits de base et de la stagnation des recettes d'exportation. La production minière est en baisse depuis 1991, particulièrement en ce qui concerne les minéraux non combustibles, en raison de conflits et frictions sociales dans les principales régions minières de certains pays et du tassement de la demande extérieure qui, en outre, a eu des effets sur les exportations de pétrole. La production de pétrole a baissé de 1,1 %, tandis que le cours des minerais et des métaux a chuté de 15,9 % en 1993. Ceci, ainsi que la baisse d'environ 8,8 % des prix pétroliers, s'est traduit par une diminution marquée de l'indice des prix à l'exportation de la CEA, s'élevant selon les estimations à 7,5 % en 1993 contre 2,1 % en 1992 et 11,6 % en 1991. En raison du ralentissement de la croissance et de la détérioration des marchés à l'étranger, les recettes d'exportation se sont maintenues à 74,3 milliards de dollars environ, après une baisse de 1,8 % en 1992. En revanche, la valeur des importations a légèrement progressé, atteignant 75,9 milliards de dollars. Compte tenu du déficit traditionnel du compte des services de l'Afrique, le déficit global en compte courant a été de 500 millions de dollars environ, contre un excédent de 700 millions de dollars en 1992 (voir tableau 1).

2. Le taux d'inflation est resté élevé dans la région, se situant à environ 35,8 %. Les principaux facteurs sont, entre autres, l'impact de la dévaluation des monnaies nationales, la suppression des subventions, l'augmentation des tarifs des services publics de distribution et l'augmentation des prix des importations, en une période caractérisée généralement par une croissance médiocre. En revanche, les pays de la zone franc ont continué d'enregistrer des taux d'inflation minimaux, les prix à la consommation ne progressant que de 1,4 % en 1993. La récente dévaluation du franc CFA devrait toutefois entraîner une forte augmentation des prix en 1994. Ailleurs en Afrique, la tendance, pour un certain nombre de pays, est soit une augmentation des prix, soit un maintien des taux d'inflation à des niveaux élevés. En 1993, les tendances inflationnistes ont été particulièrement prononcées au Nigéria, au Soudan, au Zaïre, en Zambie et au Zimbabwe, notamment. La persistance de taux d'inflation élevés dans les pays d'Afrique, à un moment où leurs partenaires dans le développement n'enregistrent qu'une augmentation modérée des prix, est une menace qui pèse sur la capacité concurrentielle et le rythme de croissance de la région.

Tableau 1

Indicateurs économiques des pays africains en développement

	1990	1991	1992	1993 ^a
Pays africains en développement : taux de croissance du PIB en prix constants de 1990	1,8	2,1	0,4	1,0
Pays exportateurs de pétrole : taux de croissance du PIB en prix constants de 1990	1,7	2,3	1,1	0,8
Pays non exportateurs de pétrole : taux de croissance du PIB en prix constants de 1990	1,8	1,8	-0,7	1,4
Production agricole (indice de la FAO 1979-1991 = 100) : taux de croissance en pourcentage	1,4	4,6	-1,5	3,1
Production pétrolière (en millions de tonnes)	321,3	336,4	343,3	339,5
Production minière (1980 = 100)	-1,3	-4,4	-0,8	..
Prix du pétrole (en dollars par baril, qualité Brent)	23,9	19,9	19,3	17,0
Prix à la consommation (1980 = 100)	15,2	30,3	40,1	35,5
Cours des produits de base, hors pétrole (1990 = 100)	-4,3	-3,0	-5,1	-5,7
Exportations (en milliards de dollars)	80,4	75,8	74,5	74,3
Importations (en milliards de dollars)	74,3	72,9	74,9	75,9
Service de la dette (en pourcentage) ^b	26,2	27,1	26,3	24,4
Solde du compte des opérations courantes (en milliards de dollars)	4,0	0,4	0,7	-0,5

Source : Secrétariat de la CEA.

^a Prévisions.

^b En pourcentage des exportations de biens et de services.

3. Les problèmes de devises se sont également aggravés. La stagnation des recettes d'exportation complique une situation caractérisée par un encours de la dette toujours important et une réduction des apports de ressources. La dette extérieure de la région a augmenté de 2,4 % pour se situer à 285,4 milliards de dollars, ce qui montre que les indicateurs du fardeau de la dette ont empiré. Pour l'ensemble de la région, le ratio dette/PIB a augmenté, passant de 89,6 % en 1992 à 95,9 % en 1993, tandis que le rapport de la dette aux exportations passait, dans l'intervalle, de 287,4 % à 288,9 %. En revanche, le service de la dette est devenu moins lourd du fait du rééchelonnement de la dette des principaux pays endettés mais est resté très élevé pour la majorité des pays. Cette accumulation dangereuse de la dette constitue un goulet d'étranglement majeur qui compromet le développement; comme la plupart des pays sont de moins en moins solvables, il est devenu de plus en plus difficile d'obtenir de nouveaux crédits et, lorsque c'est possible, les prêts sont désormais de plus en plus souvent assortis de nouvelles conditionnalités. Par ailleurs, une portion considérable de la dette de l'Afrique (environ 21 % en 1993) a été contractée à

/...

l'égard d'institutions multilatérales qui, aux termes de leurs statuts, ne peuvent procéder à un rééchelonnement des dettes. Mais plus généralement, il n'y a pas eu de changement spectaculaire dans la stratégie adoptée par la communauté des donateurs pour traiter du problème de la dette de l'Afrique et il n'y a pas eu non plus de progrès tangible dans la mise en oeuvre des initiatives récentes en la matière. Cela étant la tendance générale, il importe de noter que le nombre de pays bénéficiant des Modalités améliorées de Toronto a augmenté progressivement depuis 1991, 13 pays de l'Afrique subsaharienne étant maintenant concernés, mais l'impact positif de tels efforts a généralement été effacé par l'absence de progrès en ce qui concerne la dette multilatérale.

4. La politique économique a essentiellement consisté à introduire des programmes de réformes. Dans le domaine de la politique fiscale, de nombreux pays ont fait preuve en 1993 de plus de rigueur dans la lutte contre le déficit budgétaire, qui est progressivement ramené à des proportions acceptables du PIB : de 10,6 % en 1989 à 5,4 % en 1991/92 et 6,5 % en 1992/93. Toutefois, les mesures dans le domaine fiscal ont eu pour conséquence une forte réduction du budget d'équipement. Concernant les dépenses, la rationalisation a consisté à donner plus d'importance à la réduction de la masse salariale, y compris la diminution des effectifs du secteur public en général. S'agissant des recettes, un nombre croissant de pays ont mis davantage l'accent sur la création de revenus, dont les principaux volets ont été l'élargissement de l'assiette de l'impôt, la modification des taux d'imposition, l'introduction de mesures coercitives plus strictes et de sanctions plus lourdes pour assurer le respect des lois fiscales et, enfin, le recouvrement effectif des arriérés d'impôts.

5. Cela étant, on s'aperçoit de plus en plus qu'à elles seules les mesures de discipline économique et de renforcement des institutions ne suffiront peut-être pas à relancer le développement en Afrique. Il importe de chercher à augmenter substantiellement à la fois la production et la productivité, pour que la région parvienne à un stade plus avancé d'efficacité économique et de transformation technologique. Or, ici, les lacunes à combler sont le renforcement des capacités dans tous les domaines, à savoir les ressources humaines, les moyens institutionnels et les infrastructures. Pour ce faire, il convient notamment de lutter contre le gaspillage des maigres ressources disponibles, de remettre en état l'infrastructure régionale délabrée et de renforcer les rouages de l'État et les autres institutions publiques pour leur permettre d'accomplir les tâches essentielles que sont la planification et le renforcement des capacités.

II. SITUATION DES SOUS-RÉGIONS

6. Si la croissance du PIB a été uniformément médiocre dans les sous-régions en 1993, on en constate pas moins d'importantes variations et divergences d'un pays ou d'un groupement économique à l'autre (tableau 2). Ainsi, l'Afrique du Nord, en tant que groupe, a enregistré en 1992 une croissance plus rapide que celle de l'Afrique subsaharienne, mais c'est l'inverse qui s'est produit en 1993. La croissance de la production de l'Afrique du Nord est tombée à 0,8 % en 1993 contre 0,9 % en 1992, tandis que le PIB de l'Afrique subsaharienne est passé de 0,5 % à 1,5 %. De toutes les sous-régions, l'Afrique centrale a été le plus durement touchée par le ralentissement économique et a été la seule à avoir enregistré un taux de croissance négatif de production en 1993, soit 4,6 %. Toutes les autres sous-régions ont enregistré des taux de croissance positifs,

/...

qui étaient, exception faite de ceux de l'Afrique du Nord, supérieurs à la moyenne régionale de 1 %. À l'instar des années précédentes, la disparité des chiffres de la production entre sous-régions, groupements économiques et pays provient, pour l'essentiel, de la diversité des situations en ce qui concerne le climat, les conflits civils et les tensions politiques, l'évolution de la politique intérieure ainsi que les fluctuations de la demande et des cours des produits de base.

7. En Afrique du Nord (hormis le Soudan), la croissance a été dans l'ensemble décevante, en raison de la sécheresse qui a frappé le Maghreb et des difficultés qu'a traversées le secteur pétrolier de certains pays. La seule exception est la Tunisie, qui a enregistré une croissance vigoureuse de 4,1 % de son PIB.

Tableau 2

Part et croissance de la production par sous-région et par groupement économique, 1990-1993

Groupement économique/région	Part dans la production aux prix de 1992 (en pourcentage)	Taux de croissance aux prix de 1990 (en pourcentage)				
		1980- 1993	1990	1991	1992	1993
Afrique du Nord ^a	55,2	2,17	1,7	2,7	0,9	0,8
Afrique subsaharienne	48,3	1,58	1,6	1,4	0,5	1,5
Afrique centrale	10,8	1,27	-1,8	-1,3	-4,8	-4,6
Afrique de l'Est	15,5	2,49	2,1	2,4	-1,4	2,6
Afrique australe	7,4	2,36	1,7	3,6	-1,3	1,2
Afrique de l'Ouest	18,6	0,98	3,4	1,9	3,0	2,7
Sahel	8,9	2,43	0,6	1,5	6,7	2,4
Afrique subsaharienne sans le Nigéria	44,8	2,03	1,2	1,1	0,1	1,0
Pays exportateurs de pétrole	55,5	1,76	1,7	2,3	1,1	0,8
Pays non exportateurs de pétrole	44,5	1,99	1,8	1,8	-0,7	1,4
Pays les moins avancés (PMA)	21,8	1,82	0,8	0,6	-0,2	1,9
Autres pays (non exportateurs de pétrole et non PMA)	27,0	1,62	2,2	1,5	-2,4	-0,3
Zone franc	17,5	1,65	-0,1	0,4	-1,0	-1,1
Pays exportateurs de minéraux	8,3	0,50	0,6	-1,8	-3,6	-3,2
Pays exportateurs de produits pour boissons	14,0	1,75	1,3	1,4	-0,3	3,2
Pays africains en développement	100,0	1,85	1,8	2,1	0,4	1,0

Source : Secrétariat de la CEA.

^a Y compris le Soudan.

8. En Afrique de l'Ouest, la croissance du PIB a été supérieure à la moyenne régionale mais inférieure à celle de 1992, la production augmentant de 2,7 % en 1993, principalement en raison d'une bonne campagne agricole en 1992/93. En 1992, le taux de croissance de la production sous-régionale avait été de 3 %, soit nettement mieux que le taux de 1,9 % enregistré en 1991. L'économie la plus puissante de la sous-région, c'est-à-dire celle du Nigéria, a enregistré une croissance notable de 4,5 % en 1993, encore que ce taux soit inférieur à celui de 1992.

9. En Afrique centrale, les résultats économiques ont été obscurcis par la crise persistante au Zaïre, dont le PIB a chuté de 13 % en 1993 après une baisse de 12 % en 1992. Les perspectives de redressement immédiat sont pour l'instant inexistantes, d'autant que la quasi-totalité des institutions sont paralysées par l'impasse politique dans laquelle se trouve le pays et que les principales infrastructures économiques sont dans un état de délabrement. Les trois pays producteurs de pétrole de la sous-région, à savoir le Cameroun, le Congo et le Gabon, connaissent également de graves difficultés.

10. En Afrique de l'Est et en Afrique australe, la situation s'est nettement améliorée dans les régions où les conditions climatiques sont revenues à la normale. Cette amélioration s'est traduite par une augmentation de la production globale de l'Afrique australe de 1,2 % en 1993, après une baisse de 1,3 % en 1992, et par une progression du taux de croissance du PIB de l'Afrique de l'Est, qui a augmenté de 2,6 % en 1993, alors qu'il avait baissé de 1,4 % en 1992. Les résultats économiques ont été décevants au Kenya, dont le PIB n'a progressé que de 1 % en 1993, essentiellement en raison de la sécheresse, de la baisse des recettes touristiques et de la suspension de l'aide étrangère. En Éthiopie, le PIB aurait enregistré une croissance spectaculaire de 9,3 % en 1993, en raison de l'amélioration des résultats de la plupart des secteurs économiques, en particulier l'agriculture; toutefois, c'est là essentiellement un redressement qui fait suite à de nombreuses années de croissance médiocre de la production, dues à la guerre civile et à la sécheresse. On estime également que le Soudan a enregistré une croissance de 5,9 %, taux qui, quoique vigoureux, est beaucoup moins remarquable que celui de 12,9 % enregistré en 1992.

11. En raison de la baisse des prix du pétrole, de la persistance des problèmes d'ordre structurel et de la réduction de la demande extérieure, les pays exportateurs de pétrole n'ont pas eu de résultats aussi bons en 1993 qu'en 1992. C'est ainsi qu'ils ont enregistré un taux de croissance de 0,8 %, soit beaucoup moins que les 1,1 % de 1992. En revanche, les pays non exportateurs de pétrole ont eu de meilleurs résultats en 1993, la production augmentant de 1,4 %, ce qui représente un net renversement de tendance par rapport à la baisse de 0,7 % accusée en 1992. Quant aux pays exportateurs de minéraux, on prévoit que leur production chute en 1993, leur PIB total reculant de 3,2 % après avoir déjà baissé de 3,6 % en 1992. L'effondrement de l'industrie minière du Zaïre et le tassement de la demande sur les marchés mondiaux n'étaient de toute évidence pas propices à une quelconque croissance réelle du secteur minier en 1993. En revanche, les pays exportateurs de produits pour boissons devraient voir leurs résultats s'améliorer en 1993, leur production progressant de 3,2 % tandis qu'ils avaient enregistré une baisse de 0,3 % du PIB en 1992.

12. En tant que groupe, les PMA africains ont eu de mauvais résultats en 1993, même si le taux de croissance de leur PIB (1,9 %) était supérieur à celui de 1992 (-0,7 %). Le taux de croissance positif de 1993 s'explique davantage par l'amélioration relative des résultats des pays du Sahel (y compris le Soudan), dont le PIB a progressé de 2,4 %. Après trois ans d'application du Programme d'action pour les années 90 en faveur des pays les moins avancés, les PMA africains ne sont toujours pas sortis du marasme économique. Les conflits politiques et la guerre civile ont eu des conséquences néfastes sur des PMA tels que le Libéria, la Somalie, le Soudan, le Rwanda, la Sierra Leone et le Zaïre, détruisant l'infrastructure physique et sociale et entraînant une hausse brutale du nombre de réfugiés et de personnes déplacées. La détérioration continue des termes de l'échange des PMA africains tributaires de produits de base n'a pas été réellement compensée par des apports d'aide au développement, tandis que la situation financière de ces pays, déjà précaire, a été encore affaiblie par leurs obligations au titre de la dette.

III. PRINCIPAUX SECTEURS

13. D'après l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), la production agricole de l'Afrique dans son ensemble a progressé de 3,1 % en 1993, contre un taux de croissance négatif de 3,7 % en 1992. Ce bond est essentiellement dû à l'augmentation des précipitations en Afrique australe après la sécheresse de 1992 qui avait considérablement réduit les récoltes. La production alimentaire a augmenté de 3,3 % en 1993 contre un taux de croissance négatif de 3,7 % en 1992; la production de racines et de tubercules a augmenté de près de 12 %, passant de 81,9 millions de tonnes en 1992 à 91,7 millions de tonnes en 1993. Cela a été essentiellement dû à une augmentation de 48 % de la production au Nigéria, qui en fait a compensé les déficits de production enregistrés en Angola, au Burundi, au Libéria et au Rwanda en raison des troubles civils et des ravages causés par la cochenille des serres, ainsi qu'en Sierra Leone, en Mauritanie et au Mozambique. On estime que la production céréalière totale a augmenté d'environ 15 % pour atteindre 80,3 millions de tonnes en 1993 contre 70,1 millions de tonnes en 1992. Dans la sous-région du Maghreb, la récolte céréalière, dans des pays tels que l'Algérie, la Jamahiriya arabe libyenne, le Maroc et la Tunisie a baissé de 1,1 million de tonnes, s'établissant à 8,7 millions de tonnes. Par contraste, le niveau de la production céréalière en Afrique de l'Est et en Afrique australe, sous-région touchée l'année dernière par la sécheresse, est passé de 9,8 millions de tonnes en 1992 à 19,6 millions de tonnes en 1993, encore que des signes de sécheresse apparaissent dans le nord de l'Éthiopie. Cependant, malgré la reprise de la production agricole dans de nombreux pays de la région, les besoins globaux de l'Afrique en aide alimentaire pour la période 1993-1994 demeurent élevés et 14 pays de la région font face actuellement à des crises alimentaires exceptionnellement graves. La production de cultures commerciales telles que le cacao, le café et le thé semble avoir augmenté en 1993, sauf pour le cacao dont la production a baissé de 4 %, passant de 1 287 tonnes en 1992 à 1 236 tonnes en 1993. Cependant, les cours des cultures commerciales, notamment ceux du café, ont chuté sur le marché mondial, ce qui a absorbé les augmentations de production. La libéralisation est demeurée un élément important de la politique agricole de nombreux pays africains qui cherchent à accroître les exportations agricoles. Les mesures de lutte contre la sécheresse et pour le redressement

ont aussi en 1993 été un important élément de la politique de développement agricole.

14. La situation dans le secteur minier est décevante. Selon les estimations, la production totale de pétrole brut en Afrique en 1993 a diminué de 1,1 % pour s'établir à 338,2 millions de tonnes, à la suite de la réduction de la production aussi bien dans les pays membres de l'OPEP (Algérie et Jamahiriya arabe libyenne) que dans les pays non membres de l'OPEP (Angola, Cameroun et Tunisie). Seuls le Congo, l'Égypte et le Nigéria ont pu augmenter leur production, mais la faiblesse des cours a entraîné une forte baisse des recettes des pays producteurs, les exportations totales chutant de 6 % pour s'établir à 47,2 milliards de dollars en 1993. La situation dans le sous-secteur des minéraux non énergétiques ne s'est pas beaucoup améliorée en 1993. Les principaux producteurs de minéraux autres que les combustibles tels que le Gabon, le Niger, le Zaïre et la Zambie ont été fortement touchés du fait de la faiblesse de la demande consécutive au ralentissement de la croissance de l'économie mondiale et de la déstabilisation des marchés provoquée par l'exportation inhabituelle d'importantes quantités de minéraux par les pays de l'ex-Union soviétique. La production des industries extractives non pétrolières n'a pas augmenté considérablement en raison du manque d'investissements et de la baisse des cours des minéraux et des métaux dans le monde.

15. La valeur ajoutée du secteur manufacturier a augmenté de 1,3 % en 1993 après une baisse de 0,8 % en 1992. Le secteur manufacturier a subi en 1993 l'effet défavorable d'une série de goulets d'étranglement structurels, allant de la non-disponibilité et du coût élevé des facteurs de production importés, des difficultés d'approvisionnement local en matières premières à l'augmentation des coûts de la main-d'oeuvre, du crédit et d'autres services d'appui. Des guerres civiles et des conflits politiques dans des pays tels que l'Angola, le Burundi, le Congo, le Libéria, le Rwanda, la Somalie, le Soudan et le Zaïre ont en général paralysé la production industrielle. La stagnation de la croissance de la valeur ajoutée manufacturière s'explique aussi par la fermeture de plusieurs entreprises publiques (désindustrialisation), qui ne pouvaient trouver d'homologues privés dans le court terme par suite de mesures appliquées dans le cadre des PAS. Les investissements publics ont diminué considérablement et les investissements intérieurs privés tout comme les investissements étrangers directs privés ne semblent pas devoir prendre la relève.

16. La réduction des effectifs de la fonction publique et les mesures appliquées dans le cadre des PAS ont provoqué une augmentation du nombre de chômeurs dans les centres urbains, certains d'entre eux ayant rejoint le secteur du commerce informel et d'autres vivant au-dessous du seuil de pauvreté, les allocations de chômage n'existant pas dans la plupart des pays africains. C'est pourquoi, par suite de politiques de rationalisation plausibles en ce qui concerne les dépenses budgétaires, certaines d'entre elles ayant un effet défavorable sur les investissements publics essentiels dans des sous-secteurs tels que les infrastructures de transports et de communications, la santé et l'éducation, le secteur des services s'est mal comporté en dépit du fait que la plupart des pays africains, les institutions financières internationales et la communauté des donateurs ont fini par accepter l'ajustement structurel.

17. Les conflits généralisés dans la région ont empêché plusieurs pays d'appliquer des politiques sectorielles rationnelles. Il n'y a pas vraiment eu de changement de politique. La politique économique s'est inscrite plus ou moins dans le cadre de l'ajustement et de la libéralisation avec cependant des fluctuations inévitables. Il y a eu un "approfondissement" des réformes, le secteur public étant particulièrement visé. C'est ce qui s'est passé en particulier en Égypte où le Gouvernement a introduit des mesures vigoureuses en ce qui concerne le secteur privé et des programmes de réformes dans le secteur public, en procédant cependant avec prudence pour éviter des phénomènes sociaux indésirables, en particulier le chômage. En Algérie, le Gouvernement semble avoir réaffirmé son attachement à la libéralisation et à la réforme et a engagé des négociations sur la dette avec le FMI et la Banque mondiale. Le service de la dette est un fardeau considérable pour le budget. Au Nigéria, qui a appliqué un programme de réformes radicales ces dernières années, les contrôles des changes ont été réintroduits et la parité de la monnaie fixée à un niveau considérablement plus élevé que celui du marché "libre". Cette dernière mesure s'inscrit dans le cadre de la nouvelle politique visant à faire remonter le naira. De même, la révision des prix locaux des combustibles domestiques, en particulier l'essence, qui sont fortement subventionnés et se situaient récemment encore à un niveau très bas (3 cents le litre contre 1 dollar ou plus dans les pays voisins) demeure une question controversée.

18. Dans les pays francophones, les difficultés financières ont été aiguës tout au long de l'année, obligeant des gouvernements ayant déjà du mal à payer leurs fonctionnaires à prendre des mesures extrêmes. Ainsi, au Cameroun par exemple, il y a une réduction de 70 % des fonctionnaires. Il y a eu également une diminution des effectifs de la fonction publique au Sénégal et en Côte d'Ivoire. Ces mesures n'ont pas empêché les organisations financières internationales (telles que le FMI et la Banque mondiale) d'exercer des pressions de plus en plus fortes dans le sens d'une dévaluation du franc CFA. La dévaluation est finalement intervenue en janvier 1994, suscitant des doutes et des appréhensions considérables, le franc CFA valant désormais 100 francs français contre 50 francs français auparavant. À la suite de la dévaluation, les prix ont fortement augmenté, mais moins que prévu, sans qu'il y ait une hausse correspondante des salaires. On espère que la dévaluation permettra d'équilibrer les budgets et les comptes des opérations courantes, encore que son effet sur la croissance économique demeure incertain.

IV. LA SITUATION SOCIALE

19. Le chômage, de mauvais services sanitaires, des taux élevés d'analphabétisme et l'instabilité générale ont caractérisé la scène sociale en Afrique en 1993. Bien que certains progrès aient été constatés sur les plans de la démocratisation et de la participation populaire, les réalisations sont loin d'être spectaculaires. Plusieurs pays africains sont demeurés empêtrés dans des troubles intérieurs, des crises politiques et des guerres civiles. Et comme si ces problèmes n'étaient pas assez redoutables, le coût social de l'ajustement a été considérable, non seulement du fait de l'effet défavorable de l'ajustement en soi, mais aussi parce que les stratégies économiques définies antérieurement ne tenaient guère compte des questions de développement social.

20. Le chômage est demeuré un problème majeur, et rares sont les pays – si tant est qu'il y en ait – qui semblent avoir un plan efficace pour lutter contre ce fléau. Le développement rural est marginal et géré de façon inefficace. Ainsi, contrairement aux progrès limités réalisés sur le plan du développement urbain, le secteur rural est jusqu'à ce jour pratiquement demeuré au même niveau d'existence primitive que durant les deux dernières décennies. Cette situation a créé un certain nombre de problèmes qui ont ralenti considérablement le développement économique global, et ont eu des effets sur l'ensemble de la population nationale.

21. Les séquelles de la crise économique de la région dans les années 80 sont restées très vivaces en 1993, comme cela avait été le cas pendant les trois premières années de la décennie en cours : en particulier, il y a eu une détérioration des conditions humaines et sociales ainsi qu'une aggravation de la pauvreté absolue et relative. Selon les estimations actuelles, environ 220 millions d'Africains, soit presque la moitié de la population de l'Afrique subsaharienne, vivent actuellement dans la pauvreté absolue et sont incapables de satisfaire leurs besoins les plus élémentaires.

22. Les efforts déployés pour résoudre les problèmes principaux de l'éducation et de la santé sont encore insuffisants, compte tenu de la forte croissance démographique et de l'insuffisance des ressources. Ces questions et le problème de la création d'emplois continueront de dominer la scène du développement social en Afrique pendant le reste des années 90 et au-delà. Il importe au plus haut point que les pays africains accordent la priorité voulue à la planification sociale et aux programmes sociaux dans leurs propres stratégies nationales de développement. Comme il est énoncé dans la Position commune africaine sur le développement humain et social en Afrique, les investissements consacrés à ces secteurs sont très faibles. Certains volets prioritaires tels que l'atténuation de la pauvreté et la création d'emplois ne reçoivent pas non plus l'attention requise. C'est pourquoi il faut de toute urgence accroître les ressources qui devraient être allouées à la création d'emplois, à la protection de l'environnement, à la planification familiale, à la santé, à l'éducation et la nutrition des enfants africains. Par ailleurs, la Position commune met l'accent sur l'intégration sociale, pour ce qui est de renforcer la capacité qu'ont les familles africaines de satisfaire leurs besoins socio-économiques, la protection des droits des enfants et l'amélioration de leur bien-être ainsi que sur la promotion de la condition de la femme.

V. SECTEUR EXTÉRIEUR

23. Le secteur extérieur de l'Afrique en développement a continué de pâtir de la baisse continue des prix à l'exportation, y compris ceux du pétrole, de la détérioration grave des termes de l'échange, de la réduction des importations, de l'accumulation de plus en plus dangereuse de la dette et de la diminution des flux de ressources en termes réels. La valeur unitaire des exportations a baissé de 7,5 % et, malgré un impressionnant accroissement de 8 % du volume des exportations, les recettes d'exportation ont baissé légèrement de 0,2 % pour se situer à 74,3 milliards de dollars en 1993, après des baisses de 5,4 % et de 1,7 % en 1991 et en 1992, respectivement. La valeur des importations, en revanche, a augmenté de 1,3 % pour se situer à 75,9 milliards de dollars en 1993, tandis qu'en volume celles-ci augmentaient de 3,5 % et que la valeur

unitaire des importations baissait de 2,1 %. En raison des tendances divergentes en ce qui concerne les valeurs unitaires des exportations et des importations, il y a eu une détérioration de 5,5 % des termes de l'échange de l'Afrique en 1993, contre 4,1 % en 1992.

24. Le montant total des exportations des pays exportateurs de pétrole s'élevait en 1993 à 47,6 milliards de dollars, soit 64,1 % de l'ensemble des exportations de la région, alors qu'il était de 50,2 milliards de dollars, soit 67,5 % en 1992. La baisse des recettes d'exportation de ces pays s'explique par la forte diminution, de 12 %, des prix du pétrole. Les cours des boissons ont progressé cependant de 6,3 % en 1993 après une chute de 12,3 % en 1992 et une baisse de 6,8 % en 1991. De même, les cours des métaux et des minéraux ont poursuivi leur tendance à la baisse amorcée depuis 1990. L'indice des prix des minéraux et des métaux a chuté de 15,9 % en 1993, après une baisse modérée de 2,7 % en 1992. En raison des tendances défavorables de la plupart des divers comptes, la balance générale des paiements de l'Afrique en développement a accusé un déficit d'environ 500 millions de dollars, alors qu'elle avait enregistré un excédent de 700 millions de dollars en 1992 et de 400 millions de dollars en 1991.

Tableau 3

Balance des paiements des pays africains en développement, 1990-1993

(En milliards de dollars)

	1990	1991	1992	1993
Exportations	80,4	75,8	74,5	74,3
Importations	74,3	72,9	74,9	75,9
Balance commerciale	6,1	2,9	-0,5	-1,6
Services (montant net)	-5,2	-4,4	-3,5	-4,3
Transferts sans contrepartie	18,0	17,1	20,0	20,4
Publics	24,6	69,2	73,6	81,7
Privés	-6,6	-52,0	-53,5	-61,2
Revenu des placements (net)	-14,8	-15,3	-15,5	-15,1
Compte des opérations courantes (y compris les erreurs)	4,0	0,4	0,7	-0,5
Solde général	-26,3	-62,2	-63,6	-69,3
Variation des réserves (- = augmentation)	-22,3	-61,8	-63,0	-69,9
Financement extérieur net	-7,5	-7,6	-5,0	-8,7
	29,7	69,4	68,0	78,6

Source : FMI, International financial statistics; sources nationales; secrétariat de la CEA.

25. Comme noté plus haut à la section I, les indicateurs de la dette se sont détériorés en 1993. Un facteur important dans l'alourdissement de la dette demeure l'accumulation des arriérés, payables immédiatement ou recyclés par le biais de la capitalisation. Les problèmes de ressources ont été en outre aggravés par les fluctuations, et souvent la tendance à la baisse, des flux de ressources vers l'Afrique en développement, aux prix et taux de change de 1991. Le montant total des ressources au titre de l'APD reçues par l'Afrique en développement est tombé de 24,7 milliards de dollars en 1991 à 23,3 milliards de dollars en 1992. Pour l'Afrique subsaharienne, ce montant est passé de 17,2 milliards de dollars à 16,7 milliards pendant la même période.

VI. PERSPECTIVES POUR 1994

26. Les perspectives économiques de la région Afrique pour 1994, pour incertaines qu'elles soient, dépendront de facteurs économiques et politiques intérieurs ainsi que de facteurs internationaux. Sur le plan intérieur, plusieurs crises politiques qui ont entravé la croissance économique en 1993 persisteront en 1994 et ne sont pas près d'être résolues. Aussi longtemps que la situation politique dans de nombreux pays africains demeurera instable et incertaine, la confiance des investisseurs locaux dans les politiques économiques et les orientations politiques des pays africains sera compromise. Cependant, il y a de nouveaux facteurs économiques positifs qui peuvent augurer de bonnes perspectives économiques pour la région en 1994. Ce sont, entre autres, le fait que la sécheresse a desserré son étau dans certains pays de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe ainsi que de l'Afrique du Nord (pays du Maghreb), lesquels enregistrent de bons résultats agricoles du fait du retour des pluies; la poursuite de politiques économiques prudentes et cohérentes et l'action menée pour régler pacifiquement les conflits en Angola, au Libéria, au Rwanda, au Burundi et au Mozambique. Les perspectives pour 1994 dépendront aussi d'autres facteurs comme l'élimination des difficultés actuelles en matière de ressources, grâce par exemple à un redressement des prix du pétrole, à l'application de mesures stables (sinon croissantes) et efficaces d'allégement de la dette et d'apports suffisants de ressources. Il est improbable que la région puisse compter sur une stimulation importante de la part des pays industrialisés, la reprise dans les pays de la Communauté européenne se faisant attendre. Cependant, l'évolution récente des cours des produits de base autres que le pétrole indiquent une amorce de reprise de la demande. Au début de 1994, les perspectives agricoles sont encourageantes dans la plupart des régions, annonçant une diminution des besoins en aide alimentaire, encore que des conditions de sécheresse se dessinent dans la corne de l'Afrique (Éthiopie) soient très préoccupantes. Le prix du pétrole est de nouveau en baisse depuis le début du mois de février après un redressement de courte durée en janvier, et est descendu en dessous de la barre de 13,5 dollars le baril. Les tendances des prix du tout-puissant pétrole en 1994 sont cruciales pour la région qui est tributaire de ce produit pour une bonne partie de ses recettes d'exportation; les conditions actuelles, cependant, ne sont pas favorables. Mais il semble que la production pétrolière pourrait se redresser, augmentant de 3,3 % pour atteindre 349,4 millions de tonnes. Si l'on se fonde sur ces considérations et hypothèses, il est improbable que le PIB de la région augmente en 1994 de plus de 2 à 2,5 % en termes réels.

Tableau 4

Perspectives de l'économie africaine
(En pourcentage)

	1991	1992	1993	1994
Production totale	2,1	0,3	1,0	2,3
Agriculture	4,1	-0,7	1,5	2,2
Industries extractives	4,2	0,3	-1,0	1,1
Secteur manufacturier	0,3	2,0	2,2	2,5
Services	1,2	0,6	1,1	2,8
Demande intérieure	2,9	0,6	1,3	1,5
Exportations de biens et de services	-5,7	-1,7	-0,3	2,4
Importations de biens et de services	-1,9	2,7	1,3	1,6

Source : Secrétariat de la CEA.
